

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 JUIN 2020

Délibération n° 2020-052- DC

Date d'affichage :

Le 15 juin 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 62
Excusé(s) : 16
Dont représenté(s) : 7
Absent(s) : 4

Nombre de votants : 69

Secrétaires de séance :

Monsieur Guillaume MARTIN,
conseiller communautaire de la
Commune d'Epieds, et Monsieur
Noël NERON, conseiller
communautaire de la Ville de
Saumur

Le onze juin deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Théâtre Philippe Noiret à Doué-la-Fontaine - 49700 Doué-en-Anjou, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le quatre juin deux mille vingt.

Présents : (62)

Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUAUT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Sophie ANGUELOT, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Alain BOISSONNOT, Alain BOURDIN, Laurence CAILLAUD, Françoise DAMAS, Pierre de BOUTRAY, Michel DELPHIN, Jean-Paul DILÉ, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoît LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Astrid LELIEVRE, Sandrine LION, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Guillaume MARTIN, Sophie METAYER, Jean-François MIGLIERINIA, Étienne MOREAU, Frédéric MORTIER, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Sylvie PRISSET, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Eric TOURON.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Jacky MARCHAND par Bernard PELE

Excusés : (16)

Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Michel APCHIN, Yves BOUCHER, Christophe CARDET, Pierre-Yves DELAMARE, Marie-Luce DURAND, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Géraldine LE COZ, Eric LEFIEVRE, Nathalie MORON, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Bruno PROD'HOMME

Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)

Michel APCHIN à Françoise DAMAS, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Véronique HENRY à Marc-Antoine NERON, Charles-Henri JAMIN à Jean-Pierre ANTOINE, Géraldine LE COZ à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON.

Absents : (4)

Jeannick CANTIN, Fabrice DUFOUR, Jack LOYEAU, Isabelle TAILLECOURS

INSTAURATION D'UNE INDEMNITÉ DE MOBILITÉ EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION LOCALE - MODALITÉS ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La délibération n°2017-102 DC du 23 mars 2017 instaure une indemnité de mobilité en cas de changement d'employeur dans le cadre de la coopération locale. Elle fixe les conditions et les montants de cette indemnité dans la limite d'un allongement de la distance aller-retour entre la résidence familiale et le nouveau lieu de travail de 39 kilomètres.

Elle est versée par la collectivité d'accueil et est destinée à compenser les changements d'employeur et de lieu de travail imposés dans le cadre d'une réorganisation territoriale.

L'article 2 du décret n°2015-934 du 30 juillet 2015 fixe des plafonds de l'indemnité de mobilité des agents qui changent de lieu de travail sans changer de résidence familiale comme suit :

Allongement de la distance aller-retour entre la résidence familiale et le nouveau lieu de travail	Montant plafond brut
Entre 40 et < 60 km	2 700 €
Entre 60 et < 90 km	3 800 €
> ou = à 90 km	6 000 €

Afin d'ouvrir la possibilité d'attribution de la prime de mobilité aux agents dont l'allongement de la distance aller-retour entre la résidence familiale et le nouveau lieu de travail est supérieur à 39 kilomètres, il est proposé de fixer les montants définis dans l'article 2 décret 2015-934.

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (article 69-I),

Vu l'article L. 5111-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le décret n° 2015-933 du 30 juillet 2015 portant attribution d'une indemnité de mobilité à certains agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-934 du 30 juillet 2015 modifié fixant les plafonds de l'indemnité de mobilité attribuée à certains agents de la fonction publique territoriale,

Vu le rapport de présentation,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

Au regard des plafonds instaurés par l'article 2 du décret n°2015-934 du 30 juillet 2015 :

Allongement de la distance aller-retour entre la résidence familiale et le nouveau lieu de travail	Montant plafond brut
Entre 40 et < 60 km	2 700 €
Entre 60 et < 90 km	3 800 €
> ou = à 90 km	6 000 €

- **D'APPROUVER** les modalités et conditions d'attribution de l'indemnité de mobilité en cas de changement d'employeur dans le cadre de la coopération locale
- **DE FIXER** les montants en application des plafonds fixés par le décret n°2015-934 susvisé et tels que présentés dans le rapport de présentation,

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 69 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

16 JUIN 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 2ème trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »